

**La chasse aux fossoyeurs de la fortune publique a atteint une telle côte que l'opinion publique s'interroge sur l'efficacité de cette politique de lutte la corruption et le détournement des deniers publics au Cameroun.**

Alors que tout un gouvernement se la coule douce à Nkondengui, le malheur se poursuit. Pour preuve le train de vie princier, les agapes de certains hauts dignitaires de l'Etat. Cette indifférence pourrait trouver son explication dans la vocation de la prison telle qu'elle se présente aujourd'hui. Elle serait pour la plupart un cadre de repos et de tranquillité, de vie paisible, après tout le mal qu'ils ont fait à leur pays.

D'où la nécessité de revoir le fonctionnement de la prison. On ne peut pas s'inquiéter d'aller en prison si l'on y vient pour passer ses journées et ses nuits derrière le petit écran, à lire la presse, ou à discuter avec des amis et les visiteurs, et à dormir paisiblement.

Une hypothèse, celle de de mettre ces prisonniers d'Etat à la disposition du Génie militaire, à la disposition d'industrie extractive, etc. où ils constitueront une main d'œuvre à bon prix serait, à notre entendement, efficace pour stopper toute malversation ou tout détournement de la fortune publique et productif pour les détenus qui aspirent à réintégrer le tissu social une fois leur peine consommée.

- 1- Ephraïm INONI (ancien premier Ministre).
  - 2- Jean Marie ATANGANA MEBARA (ancien SG de la Présidence de la république).
  - 3- Pr. Gervais MENDO ZE (ancien DG de la Crty)
  - 4- Pr. Bruno BEKOLO EBE (ancien recteur de l'Université de Douala).
  - 5- Louis Max AYINA OHANDJA (ancien ministre délégué aux Travaux publics).
  - 6- Basile ATANGANA KOUNA (ancien ministre de l'eau).
  - 7 – Polycarpe ABA'A ABA'A (ancien Directeur général des impôts).
  - 8- Urbain OLANGUENA AWONO (ancien ministre de la santé publique).
  - 9- Charles METOUK (ancien DG de la Sonara du Cameroun).
-

- 10- IYA MOHAMED (ancien président de la FECAFOOT).
- 11- Yves Michel FOTSO (ancien DG de la CAMAIR).
- 12- Alphonse SIAM SIÈWÉ (ancien Dg du port de Douala et ancien ministre de l'eau).
- 13- Gilles Roger BELINGA (ancien DG de la SIC).
- 14- Emmanuel EDOU (ancien DG du Crédit Foncier du Cameroun).
- 15- Marafa AHMIDOU YAYA (ancien ministre de l'administration territoriale).
- 16- Emmanuel Gérard ONDO NDONG (ancien DG du FEICOM).
- 17- ZAMBO AMOUGOU (ancien président de la Confédération des syndicats de travailleurs du Cameroun).
- 18- Pr. Dieudonné OYONO (ancien coordonnateur du Programme National de Gouvernance et ancien recteur de l'Université de Douala).
- 19- Jean William SOLLO (ancien DG de la CAMWATER).
- 20- NTONGO ONGUENE (ancien DG des aéroports du Cameroun)
- 21- Amadou VAMOULKE (ancien DG de la Crtv)

Il faudrait, si tant il est que la volonté politique existe réellement de dissuader les potentiels prévaricateurs de la fortune publique, que le commis de l'État reconnu coupable de malversation financière ou de détournement soit soumis à une corvée d'intérêt public.

Cela suppose que les prisons se transforment également en appareils de production. Elles pourront, en fonction de leur localisation, cultiver des spécialités qui vont de l'agriculture aux travaux publics, en passant par l'élevage, l'artisanat, l'exploitation minière, etc.

Soumis à des travaux d'intérêt collectif rémunérés, le prisonnier se transformera complètement et sortirait de la prison auréolé de l'étoffe d'éducateur populaire, avec des moyens de se réinsérer dans la société de de montrer un nouvel exemple de vivre.

**Augustin Roger Momakana/ Journaliste**

---